

# SECTEUR EAU : LES CHIFFRES-CLES

---

Note rédigée à l'attention des  
membres de la Coalition Eau

---

Actualisation :  
**Mai 2017**

---

## CONTACT

**Coalition Eau**  
27 rue Léon Loiseau  
93100 Montreuil

**Tél.** +33 (0)1 41 58 52 77  
**Fax** +33 (0)1 41 58 50 58  
**Email** [contact@coalition-eau.org](mailto:contact@coalition-eau.org)

[www.coalition-eau.org](http://www.coalition-eau.org)

## **SOURCES :**

- (a) Rapport « Preventing diarrhoea through better water, sanitation and hygiene: exposures and impacts in low- and middle-income countries », OMS, décembre 2014
- (b) Progrès en matière d'alimentation en eau et d'assainissement, Rapport 2015, Joint Monitoring Program OMS/UNICEF
- (c) World bank, The Costs of Meeting the 2030 Sustainable Development Goal Targets on Drinking Water, Sanitation, and Hygiene, 2016
- (d) L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, FAO, 2015
- (e) Water and Gender Factsheet, UN-Water, 2013
- (f) Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water (GLAAS) Report 2017. UN-Water
- (g) 4e Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau. Gérer l'eau dans des conditions d'incertitude et de risque, WWDR, 2012
- (h) High and Dry Climate Change, Water and the Economy, Banque Mondiale, 2016
- (i) Etude « Eau, Assainissement, Hygiène : Pour une aide française plus efficace » (données 2010-2014), Coalition Eau (actualisation 2016)
- (j) 7e Rapport mondial des Nations-Unies sur la mise en valeur des ressources eau, UN-Water, 2017
- (k) 5e Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau. Gérer l'eau dans des conditions d'incertitude et de risque, 2014
- (l) WWF France (site)
- (m) Safer water, better health. Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health. OMS, 2008
- (n) Raising even more clean hands: Advancing health, learning and equity through WASH in schools. UNICEF 2012
- (o) WaterAid: Briefing note – 1 in 3 women lack access to safe toilets, 19 November 2012
- (p) UNISDR, Impacts of Disasters since 1992 Rio de Janeiro Earth Summit, 2012
- (q) GIEC, 5ème rapport, Volume 3, chapitre 3, 2014
- (r) Le changement climatique et l'eau, Document technique VI du GIEC, 2008.
- (s) The United Nations World Water Development Report, 2016
- (t) World Economic Forum Global Risks Report, 2017
- (u) World Water day, facts and guidance 2016
- (v) Four billion people facing severe water scarcity - Science Advances, Février 2016
- (w) Water and sanitation in the WHO European Region: 2014 Highlights
- (x) Global costs and benefits of drinking-water supply and sanitation interventions to reach the MDG target and universal coverage, OMS, 2012
- (y) Rapport sur les objectifs de développement durable, 2016, Secrétariat Générale des Nations Unies
- (z) Atlas de la santé infantile, OMS, 2017
- (aa) Rapport sur les impacts de l'environnement sur la santé des enfants, OMS, 2017
- (bb) « Aid Flows to the water sector », Banque Mondiale, 2016
- (cc) « Financing options for the 2030 Water Agenda », Banque Mondiale, novembre 2016
- (dd) Sustainable development in the European Union, a statistical glance from the viewpoint of the sustainable development goals, Eurostat, 2016
- (ee) Etude « Water availability at hospitals in low- and middle-income countries: implications for improving access to safe surgical care », Septembre 2016

---

## 1. Accès à l'eau potable

---

### - *Utilisation de sources d'eau améliorées\**: (b)

\* Définition d'une source d'eau améliorée : une source qui, de par la nature de sa construction, protège de manière satisfaisante l'eau de toute contamination extérieure, en particulier par des matières fécales ». NB : Les systèmes de mesure ne permettent pas de mesurer réellement la qualité de l'eau ni les paramètres de l'accès (distance, abordabilité, etc.).

Les sources d'eau améliorées	Les sources d'eau non améliorées
<ul style="list-style-type: none"><li>- Branchement domestique à un réseau d'adduction d'eau (dans l'habitation, la parcelle ou la cour)</li><li>- Robinet public ou borne-fontaine</li><li>- Puits tubulaire ou forage</li><li>- Puits protégé</li><li>- Source protégée</li><li>- Collecte des eaux de pluie</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Puits creusé non protégé</li><li>- Source non protégée</li><li>- Charrette surmontée d'un petit réservoir/ fût</li><li>- Camion-citerne</li><li>- Eaux de surface (rivières, retenues d'eau, lacs, mares, ruisseaux, canaux, canaux d'irrigation)</li><li>- Eau en bouteille</li></ul>

- **91% de la population mondiale** utilise une source d'eau améliorée, contre 76% en 1990.
- Entre 1990 et 2015, **2,6 milliards de personnes** ont gagné un accès à une source d'eau améliorée.
- L'Inde et la Chine représentent une grande part de l'accroissement de la couverture en Asie, mais aussi au niveau mondial.
- Sur les **663 millions de personnes** qui n'ont toujours pas accès à une source d'eau améliorée, **319 millions** (soit 48%) vivent en Afrique subsaharienne. Le taux de couverture en Afrique subsaharienne est de **68%**.
- En Afrique subsaharienne, **trois-quarts des ménages** vont chercher leur eau hors du domicile (JMP 2012). Dans 50 à 85% des cas, ce sont les femmes qui sont responsables de cette tâche (OIT, non défini).
- **8 personnes sur 10** privées d'un accès à une source d'eau améliorée vivent dans des zones rurales.
- **159 millions de personnes** privées d'un accès à une source d'eau améliorée utilise des eaux de surface non traitées dont 102 millions en Afrique subsaharienne.
- La région européenne de l'OMS (qui inclue Asie centrale et Asie de l'ouest), compte **20 millions de personnes** (2,2%) sans accès à une source d'eau améliorée en 2014. (w page 4)

### - *Utilisation d'une eau non contaminée par des matières fécales* :

- **1,8 milliard de personnes** consommeraient une eau contaminée par des matières fécales. (JMP 2014)

### - *Raccordement à domicile* : (b)

- 44% des personnes bénéficient d'un accès à l'eau à la maison (branchement à un réseau).

---

## 2. Accès à l'assainissement

---

### - Accès à des installations sanitaires améliorées\* : (b)

\* Définition d'une installation sanitaire améliorée : Une installation d'assainissement améliorée garantit une séparation hygiénique des excréta humains et empêche tout contact avec les personnes.

Installations d'assainissement améliorées	Installations non améliorées
<ul style="list-style-type: none"><li>- Chasse d'eau manuelle ou mécanique vers :<ul style="list-style-type: none"><li>- un réseau d'égout</li><li>- une fosse septique</li><li>- une latrine à fosse</li></ul></li><li>- Latrine améliorée à fosse ventilée</li><li>- Latrine à fosse avec dalle</li><li>- Toilettes à compostage</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Chasse d'eau manuelle ou mécanique vers d'autres systèmes (autre que les 3 précédents)</li><li>- Latrine à fosse sans dalle, fosse ouverte</li><li>- Seau</li><li>- Toilette ou latrine suspendue</li><li>- Installations partagées ou publiques, quel qu'en soit le type</li><li>- défécation en plein air</li></ul>

- **68% de la population mondiale** utilise une installation sanitaire améliorée. La cible des OMD n'a pas été atteinte pour l'assainissement : elle consistait à réduire de moitié la part de la population qui n'a pas accès à l'assainissement de base, et donc à étendre l'accès de 54 % à 77 % de la population mondiale.
- Entre 1990 et 2015, **2,1 milliards de personnes** ont gagné un accès à une installation sanitaire améliorée. Toutefois, en pourcentage, la baisse du nombre de personnes n'ayant pas cet accès est de seulement **11%** (2,7 milliards en 1990 à 2,4 milliards en 2015).
- **2,4 milliards de personnes** n'utilisent toujours pas d'installations sanitaires améliorées.
- En Afrique Subsaharienne, la couverture en assainissement amélioré est de **30%**.
- **70% des personnes dépourvues** d'un accès à une installation sanitaire améliorée vivent en zone rurale.
- **51% de la population rurale** utilise des installations d'assainissement améliorées.
- **946 millions de personnes** pratiquent toujours la défécation à l'air libre, soit **13%** de la population mondiale. Le nombre de personnes pratiquant la défécation à l'air libre a augmenté en Afrique subsaharienne. L'Inde continue d'être le pays avec le plus grand nombre de personnes concernées (394 millions, soit 30% de sa population totale).
- **9 personnes sur 10** pratiquant la défécation à l'air libre vivent en zone rurale, mais le nombre en zone urbaine s'accroît.
- En 2015, 2,4 % des citoyens européens (UE 28), soit 12 millions de personnes, n'ont pas accès à des installations sanitaires de base dans leurs logements (3.7% en 2005). (dd)

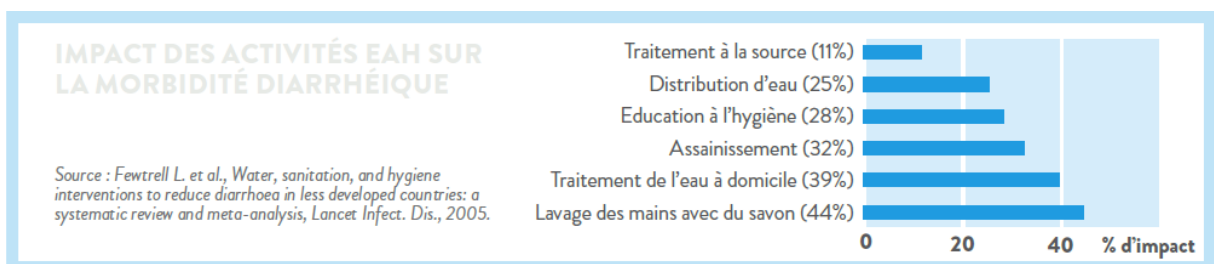
---

## 3. Eau-Assainissement-Hygiène (EAH) et santé

---

- Entre 2000 et 2015, on a enregistré dans les pays à moyens et bas revenus, une baisse de 1,2 million à 526 000 **du nombre d'enfants de moins de cinq ans qui décèdent** à cause de la diarrhée. (z page 146)

- Chaque année, la diarrhée causée par un accès inadéquat à l'EAH tue environ **361 000 enfants de moins de cinq ans, soit plus de 1 000 enfants par jour.** (z)
- **58% des cas de diarrhées** dans les pays à moyens et bas revenus, soient 842 000 décès annuels, sont attribuables à une eau non-potable (502 000), un assainissement inadéquat (280 000) ou une hygiène insuffisante consistant à ne pas se laver les mains après défécation (297 000) (a page 9). 46% sont en Afrique et 41% en Asie du Sud-Est. (a page 8)
- **50% des cas de sous-nutrition infantile** dérivent de diarrhées à répétition et d'infections intestinales liées à une eau non-potable, un assainissement inadéquat ou une hygiène insuffisante. (m)
- En 2004, outre les maladies diarrhéiques, les autres causes de décès dues à une EAH insuffisante ou à une mauvaise gestion sont la sous-nutrition (854 000 décès), le schistosomiasis (15 000), le nématode (12 000), la malaria (526 000), la dengue (18 000), l'encéphalite japonaise (13 000). (a page 19)
- Impact des activités EAH sur la **morbidity diarrhéique** :



- Bien que l'accès à l'EAH dans les centres de santé soit crucial pour réduire les maladies, **5 pays sur les 75** ayant participé au rapport GLAAS 2017 ont prévus des budgets spécifiques pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les **centres de santé.** (f)
- Au moins **un tiers des hôpitaux dans les pays en développement n'ont pas d'eau courante propre**, entraînant des conditions insalubres et une nouvelle propagation de maladies dans les zones touchées par la sécheresse. (ee)

## 4. Eau et sécurité alimentaire

- Environ **795 millions de personnes** étaient en situation de sous-alimentation chronique en 2015, soit une diminution de plus de 167 millions de personnes sur la dernière décennie. La prévalence de la sous-alimentation est passée de 18,6 en 1990-1992 à 10,9% en 2015 dans le monde et de 23,3 à 12,9% dans les pays en développement. (d)
- L'eau destinée à l'irrigation et à la production alimentaire constitue l'une des pressions majeures que subissent les ressources en eau douce. L'agriculture prélève environ **70 % de l'eau douce planétaire** (jusqu'à 90 % dans la plupart des pays les moins développés). (g, WWDR 2014 cité par s) WWDR 2015, page 11)
- La croissance démographique mondiale estimée à **2-3 milliards d'habitants** sur les 40 prochaines années, associée à l'évolution des régimes alimentaires, entraînera une augmentation de la demande alimentaire globale de **60 %** d'ici 2050. Cette augmentation sera de 100% dans les pays en développement. (s page 3)

---

## 5. EAH et éducation

---

- **Seuls 51% des écoles** dans les Pays les Moins Avancés et autres pays à bas revenus disposent de sources d'eau adéquates (en 2011 – sur un échantillon de 51 pays). (n)
- **Seuls 45% des écoles** dans les Pays les Moins Avancés et autres pays à bas revenus sont équipés en installations sanitaires (en 2011 – sur un échantillon de 49 pays). (n)
- **Au regard des données disponibles et collectées, seuls 6 pays sur les 75 ayant participé au rapport GLAAS 2017** ont déclaré avoir un plan de financement national pour l'assainissement et l'eau potable dans les écoles (f page 12)

---

## 6. EAH et genre

---

- **1 femme sur 3 dans le monde** s'expose aux maladies, à la honte, à des risques de harcèlement ou d'attaques parce qu'elle n'a pas d'endroit sûr pour aller aux toilettes. (o)
- **526 millions de femmes** n'ont pas d'autre choix que de déféquer à l'air libre. (o)
- Les femmes et les filles qui n'ont pas accès à des toilettes passent **97 milliards d'heures par an** à chercher un endroit pour faire leurs besoins. (o)
- En Afrique, **90% des tâches** de collecte d'eau et du bois sont réalisées par les femmes. (e)
- Les femmes et les filles passent souvent **6 heures par jour** à collecter de l'eau en Afrique. (e)

---

## 7. EAH et économie

---

- Les pertes économiques dues à un manque d'accès à l'eau et à l'assainissement sont estimées à **260 milliards de dollars** par an. Ces pertes sont estimées à partir des pertes de temps et de productivité et des pertes dues aux maladies et dépenses médicales. (x)
- Chaque dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'assainissement rapporte **5,5 dollars**. Chaque dollar investi dans l'amélioration de l'accès à l'eau rapporte **2 dollars** (via les économies de traitement médical et les gains de productivité). (x)

---

## 8. Politiques et plans nationaux

---

- Droit : **Deux tiers des 94 pays ayant participé au rapport GLAAS 2014** reconnaissent le droit à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'Homme dans leur législation nationale. (Chiffre rapport GLAAS 2014)
- ODD : **Deux tiers des 75 pays ayant participé au rapport GLAAS 2017** ont intégré les ODD au niveau national. (f)
- Plans : Les plans nationaux en matière d'eau potable et d'assainissement, s'ils existent **dans 2/3 des 75 pays GLAAS**, ne sont pleinement mis en œuvre, financés et évalués régulièrement que dans **environ un tiers des pays**. (f)
- Plans : Malgré le large soutien politique pour le droit de l'Homme à l'eau et l'assainissement et l'accès universel à l'EAH, **moins d'un quart des 94 pays GLAAS** ont adopté des cibles d'accès à l'assainissement pour toute la population et moins d'un tiers pour l'accès à l'eau potable. (f)

---

## 9. Financement du secteur

---

- Le financement en capital nécessaire pour étendre les services EAH à tous, tels que définis dans les cibles 6.1 et 6.2 de l'ODD, s'élève à **114 milliards de dollars par an** entre 2015 et 2030, soit 3 fois plus que les investissements annuels actuels.  
Ce chiffre comprend les coûts suivants :
  - Pour l'eau potable : 37,6 milliards de dollars annuels
  - Pour l'accès basique aux toilettes : 19,5 milliards + le traitement des matières fécales : 49 milliards.
  - Pour l'hygiène : 2 milliards.
  - Des coûts liés à un accès basique à l'EAH par lequel passeront une partie des ménages avant d'avoir un niveau de services supérieur tel que défini dans les cibles 6.1 et 6.2. (c)
- Fournir un accès basique à l'EAH à ceux qui n'ont actuellement pas accès, d'ici 2030, coûterait **28,4 milliards de dollars par an** en capital entre 2015 et 2030 :
  - Accès basique à l'eau (source d'eau améliorée à 30 min aller-retour) : 6,9 milliards par an.
  - Accès basique à l'assainissement (installation sanitaire améliorée) : 19,5 milliards par an.
  - Accès basique à l'hygiène (dispositif d'hygiène avec savon chez soi) : 2 milliards par an. (c)
- Sur les 114 milliards nécessaires par an, l'Afrique subsaharienne représente 31% des coûts, l'Asie du Sud 22%, l'Asie de l'Est 14%, l'Amérique latine et les Caraïbes 12%, et l'Asie du Sud-Est 9%. (c)
- Pour l'Afrique subsaharienne, les dépenses en capital pour fournir l'accès basique aux non-desservis représentent 0,64% du Produit régional brut. Pour atteindre les cibles 6.1 et 6.2, cela représente **2,01% du Produit régional brut**. (c)
- Outre l'investissement en capital, des financements significatifs sont nécessaires pour les opérations et la maintenance (O&M) des services. Pour l'accès basique à l'EAH, ces coûts d'O&M augmentent de 4,2 milliards en 2015 à **31,1 milliards** en 2030. Pour atteindre les cibles 6.1 et 6.2, ces coûts doivent augmenter de 18 milliards en 2015 à **128,8 milliards** en 2030. (c)

- Les données disponibles sur les budgets indiquent que les dépenses des gouvernements pour l'Eau et l'Assainissement ont augmenté en moyenne **de 4,9% entre 2013 et 2016** (sur la base des données de 17 pays ayant participé à la fois au GLAAS 2014 et au GLAAS 2017). (f)
- **35 pays du GLAAS 2017** ont fait part de budgets séparés pour l'eau potable et l'assainissement (12 ont un budget spécifique pour la promotion de l'hygiène). 2/3 d'entre eux signalent que ces plans financiers ne sont pas systématiquement suivis. (f)
- Seuls **6 pays du GLAAS** ont déclaré des dépenses gouvernementales désagrégées en **matière d'hygiène**. (f)
- Au regard des données disponibles, il est difficile de connaître la répartition selon les 3 types de sources de financements des services EAH (tarifs, taxes, transferts). **Seuls 25 des 75 pays GLAAS** (surtout des pays à revenus moyens) ont fournis des informations désagrégées. Pour ces 25 pays, 66% du financement WASH provient des tarifs des services eau et assainissement, 24% des taxes gouvernementales, 8% de financements privés remboursables, 2% provient d'une aide extérieure. (f)
- **25 des 75 pays GLAAS** ont fourni des informations sur leurs dépenses EAH (à partir du budget national ou d'aides extérieures). Ces dépenses vont de **0,26% à 3,75% du PIB national**. (f)
- **70 pays sur les 75 du GLAAS** ont indiqué à **22%** avoir les financements suffisants pour atteindre leurs cibles pour l'eau potable en zone urbaine (10% en zone rurale), **13%** pour la cible assainissement en zone urbaine (10% en zone rurale), **19%** pour la cible qualité de l'eau en zone urbaine (9% en zone rurale). (f)
- **70% des pays du GLAAS** indiquent avoir prévues des mesures spécifiques pour atteindre les **populations les plus pauvres** dans leurs plans nationaux WASH. Cependant, seuls quelques pays indiquent qu'ils sont en mesure de les appliquer en ciblant les ressources et les financements vers les populations pauvres. (f)
- Les engagements internationaux d'aide publique au développement pour l'EAH ont diminué de **21%** entre 2012 et 2015 passant de **10,4 milliards à 8,2 milliards de dollars US** (représentant 3,8% de l'aide au développement mondiale qui est passée de 171,8 milliards de dollars US en 2012 à 214,6 milliards de dollars US en 2015). (f)
- Les décaissements des pays CAD de l'OCDE et de plusieurs agences multilatérales ont augmenté depuis 2012 et s'élèvent à **7,4 milliards de dollars US** en 2015 (6,3 milliards de dollars en 2012), ce qui représente environ 70% des engagements de 2015. (f)
- **85% de la population mondiale sans accès à une source d'eau améliorée et à l'assainissement** vit dans trois régions : Asie centrale et Asie du Sud, Asie de l'Est et du Sud-Est et Afrique subsaharienne. L'aide pour ces trois régions représente 48% de l'APD mondiale pour l'eau et l'assainissement en 2015. (f)
- En 2015, l'Afrique subsaharienne a reçu **la plus grande part d'aide (20%)**. En revanche, l'aide n'est pas systématiquement dirigée vers les pays avec **les plus faibles taux de couverture** (3 pays à couverture relativement élevée, Jordanie, Iraq et Tunisie, ont reçu plus de 800 millions de dollars d'engagements d'aide soit 11% de l'aide mondiale pour l'eau et l'assainissement). (f)



- Les engagements d'APD pour les services de base augmentent, de 21% en 2012 à **25% de l'aide** pour l'EAH en 2015. (f)
- **35% des financements d'aide** vont à l'assainissement en 2015. L'assainissement de base est le secteur le moins financé (puisqu'ils seuls 25% des financements EAH vont aux systèmes de base). (f)
- 25 pays sur les 75 ayant participé au rapport GLAAS 2017 ont déclaré avoir un budget désagrégé pour l'eau potable et l'assainissement, avec 42% alloués aux services d'assainissement et 58% à l'eau potable. (f)
- En 2015, le secteur de l'eau a perçu seulement 4% du total des investissements du secteur privé au niveau mondial (secteur des transports : 63%, secteur de l'énergie : 34%), soit un montant de 4,1 milliard de dollars US. La majorité de ces investissements ont eu lieu en Chine et au Brésil. (cc)
- Entre 2010 et 2014, les engagements d'Aide Publique au Développement (APD) bilatérale et multilatérale de la France pour le secteur Eau-Assainissement-Hygiène (EAH) s'élèvent en moyenne à **612 millions d'euros par an**, dont 482 millions d'euros engagements bilatéraux. La très grande majorité (87%) de ces engagements bilatéraux constitue des prêts bancaires. (i)
- En 2016, les financements octroyés par l'Agence Française de Développement pour l'EAH (APD et non-concessionnels) sont en forte croissance avec **1,2 milliards d'euros d'engagements** (+30% par rapport à 2015). La part des dons reste toutefois faible (20 millions d'euros de dons de l'Etat en 2016). (Bilan AFD à mi-parcours du CIS Eau et Assainissement)
- 98% des Français font de l'eau potable et de l'assainissement une **priorité de l'aide publique au développement**. (Sondage IFOP pour l'AFD, 2015)

---

## 10. Suivi et évaluation

---

- **60% des pays** ayant participé au GLAAS 2017 ont indiqué avoir conduit entre 2014 et 2016 des évaluations nationales sur l'accès à l'EAH, « Joint Sector Review ». (f)
- Concernant le contrôle de la qualité de l'eau, **70% des 94 pays** GLAAS 2014 indiquent l'existence d'une surveillance indépendante dans les zones urbaines, comparée à **40%** dans les zones rurales. (Chiffre rapport GLAAS 2014)

---

## 11. Eau et Coopération

---

- L'eau n'est pas confinée au sein de frontières politiques ; on estime que le territoire de **148 États** se trouve en partie dans des bassins internationaux (OSU, n.d., données de 2008), et que **21 pays** se trouvent entièrement dans de tels bassins (OSU, n.d., données de 2002). (g)
- **60 % des 276 bassins** fluviaux internationaux de la planète sont dépourvus de tout type de cadre de gestion coopérative (De Stefano et al., 2010). (g)

- Nombreux sont les exemples d'eaux transfrontalières s'étant avérées source de coopération plutôt que de conflit. Près de **450 accords** sur les eaux internationales ont été signés entre 1820 et 2007 (OSU, n.d., données de 2007). (g)
- La convention des Nations Unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, adoptée à New-York en 1997, est officiellement entrée en vigueur le 17 août 2014 suite à sa ratification par un **35ème Etat**.

---

## 12. Pressions sur les ressources en eau, changement climatique

---

- **4 milliards de personnes (2/3 de la population mondiale)** connaissent des pénuries sévères d'eau au moins 1 mois par an. Près de la moitié de ces personnes vivent en Inde et en Chine. (v)
- **1 demi-milliard de personnes** connaissent des pénuries sévères d'eau toute l'année. (v)
- **20 % des aquifères** de la planète sont surexploités. (k)
- En moyenne, les pays à revenu élevé traitent environ 70% des eaux résiduelles municipales et industrielles qu'ils produisent. Ce pourcentage tombe à 38% dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, et à 28% dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Dans les pays à faible revenu, seuls 8% de ces eaux usées subissent un traitement. (j)
- **80 % des eaux usées** à l'échelle mondiale sont libérées dans l'environnement sans traitement approprié. (j)
- **26 % des services d'assainissement et de traitement des eaux usées** en zone urbaine et 34 % en zone rurale préviennent efficacement le contact humain avec les excréments tout au long de la chaîne d'assainissement et peuvent donc être considérés comme gérés en toute sécurité (Hutton et Varughese, 2016). (j)
- **25% des cours d'eau** d'Europe occidentale et méridionale sont pollués à un niveau extrême. (l)
- Selon les projections du GIEC (2014), au-delà de 2°C de réchauffement par référence à 1990, chaque degré supplémentaire pourrait entraîner une réduction des ressources en eaux renouvelables de **20 %** pour au moins **7 %** de la population mondiale. (q)
- Selon le GIEC (2008), le nombre de personnes risquant de souffrir d'une augmentation du stress hydrique sera compris entre **0,4 et 1,7 milliards** à l'horizon 2020, entre **1 et 2 milliards** à l'horizon 2050 et entre **1,1 et 3,2 milliards** à l'horizon 2080. (r)
- Environ 500 millions de personnes vivent dans des zones où la consommation d'eau est deux fois plus élevée que les ressources hydriques renouvelables locales (Mekonnen et Hoekstra, 2016). (j)
- **40% de la population mondiale** sera confrontée aux pénuries d'eau d'ici 2050. (OCDE, 2012)
- En 2030, la demande mondiale d'énergie et de ressources en eau devrait croître de 40 % et 50 % respectivement, essentiellement dans les villes. (j)

- La rareté de l'eau, exacerbée par le changement climatique, pourrait coûter jusqu'à 6% du PIB de certaines régions, accélérer la migration et déclencher des conflits (h).
- Perception des risques globaux : Le Rapport 2017 sur les risques globaux, réalisé par le Forum Économique Mondial, a identifié **les crises liées à l'eau comme étant le risque n°3** en termes d'impacts sociaux à moyen terme, sur les 10 prochaines années. Ce rapport, réalisé à partir d'une enquête auprès de 745 experts, évalue 30 risques mondiaux et 13 tendances pour la prochaine décennie en termes, d'une part, de puissance de l'impact, et d'autre part, de probabilité d'occurrence. (t)
- **Contributions Nationales** : l'eau est la priorité de 93% des pays ayant un volet Adaptation dans les Contributions Nationales des pays pour la COP21 (Étude Partenariat Français pour l'Eau / Coalition Eau, juin 2016).

---

### 13. Gestion intégrée des ressources en eau

---

- En 2011, l'ONU-Eau a réalisé une étude mondiale pour déterminer les progrès en matière de gestion durable des ressources d'eau utilisant des approches intégrées. Les premiers résultats de l'analyse des données de plus de 125 pays ont montré que les approches intégrées ont été largement adoptées avec un impact significatif sur le développement et les pratiques de gestion de l'eau au niveau des pays : **64 % d'entre eux** ont mis au point des plans de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), en réponse à la demande du Plan de mise en œuvre de Johannesburg, et **34 %** affichent une mise en œuvre avancée. Cependant, depuis l'étude de 2008, il s'avère que les progrès se sont ralentis dans les pays présentant un Indice du Développement Humain (IDH) faible ou intermédiaire. (g)

---

### 14. Eau et urgence

---

- **90 %** de l'ensemble des risques naturels sont liés à l'eau et leur fréquence et leur intensité s'accroissent. (g)
- En 2010, environ 297 000 **personnes** ont perdu la vie dans **373 catastrophes naturelles**, près de **208 millions** d'autres ont été touchées, et les dommages se sont élevés à près de **110 milliards de dollars**. (g)
- Depuis 1992, les inondations, les sécheresses et les tempêtes ont affecté **4,2 milliards de personnes** (95% des personnes touchées par des catastrophes naturelles) et causé **1 300 milliards de dollars** de dommages. (p)
- En 2015, 95 pays ont volontairement convenu d'une autoévaluation sur l'inclusion de dispositions législatives et/ou réglementaires pour gérer le risque de catastrophes. (y)
- Les dommages causés par les inondations en zone urbaine pourraient atteindre 700 à 1 800 milliards de dollars américains par an d'ici à 2080. (j)